

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Russie & Europe orientale > Histoire. Bloc soviétique, URSS, Empire russe > Révolution russe (Russie) > **Révolution d'Octobre 17, comment en est-on arrivés au Parti Unique ? « (...)**

# **Révolution d'Octobre 17, comment en est-on arrivés au Parti Unique ? « Etre prêts à faire le chemin inverse dès que l'exceptionnalité cesse »**

lundi 27 novembre 2017, par [JOHSUA Samuel](#) (Date de rédaction antérieure : 18 novembre 2017).

**Contribution présentée le 18 novembre au colloque « Le souffle d'Octobre » organisé à l'occasion du centenaire de la Révolution russe.**

---

En 1927, Boukharine écrit : « *Sous la dictature du prolétariat, deux, trois ou quatre partis peuvent exister mais à une seule condition : l'un au pouvoir, les autres en prison* ». « Analyse » devenue dogme sinistre. Pourtant le cheminement fut lent pour y parvenir, entièrement contradictoire avec l'histoire même du parti bolchevik, et la théorisation encore bien plus. Produit mal maîtrisé des circonstances ou racines profondes ?

Ce qui est certain est que la boutade tragique de Boukharine représente bien la ligne officielle des Bolcheviques lors des délibérations du catastrophique X<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste en 1921. Il est connu en général pour trois faits dont la concomitance est largement discutée. Alors que la guerre civile est gagnée pour l'essentiel mais que le pays est à genoux, éclate la révolte de Cronstadt. Déformée et vilipendée, elle est durement réprimée (200 congressistes prendront directement les armes contre Cronstadt). Deuxième évènement majeur, le Congrès interdit les fractions internes au Parti (et en fait ferme la porte à toute expression publique de divergences entre communistes). Puis, à la fin du Congrès, et avec un minimum de débats, la NEP est décidée. On retraite sur le plan économique en rétablissant des mécanismes ouvertement reconnus comme « capitalistes », mais on ferme à double tour sur le plan des libertés démocratiques.

C'est ce Congrès qui « théorise » de fait la dictature du parti unique.

Trotsky y affirme le « droit d'aînesse historique révolutionnaire du Parti » et explique « Le Parti est obligé de maintenir sa dictature (...) quelles que soient les hésitations temporaires même dans la classe ouvrière (...). La dictature n'est pas fondée à chaque instant sur le principe formel de la démocratie ouvrière (...) ». La question ici n'est clairement pas la relation à d'autres partis, mais celle à la démocratie ouvrière elle-même. Ça fait longtemps à ce moment que la démocratie n'est plus envisagée au filtre du débat entre partis, mais directement comme un rapport à gérer entre le parti et la classe ouvrière et les paysans pauvres. Mais même cela est en panne, c'est ce que dit Trotsky. Encore existe-t-il dans l'esprit de Trotsky un sentiment d'exceptionnalité de la situation. Que la dictature ne soit pas fondée « à chaque instant » sur la démocratie ouvrière laisse entendre qu'en général ce doit être le cas.

Il n'est pas de même pour Lénine, qui, au même Congrès va à l'essentiel : « Le marxisme enseigne que le parti politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire le parti communiste, est le seul capable de grouper, d'éduquer et d'organiser l'avant-garde du prolétariat et de toutes les masses laborieuses, qui est seule capable (...) de diriger toutes les activités unifiées de l'ensemble du prolétariat, c'est-à-dire le diriger politiquement et, par son intermédiaire, guider toutes les masses laborieuses. Autrement, la dictature du prolétariat est impossible ». Le rôle dirigeant « du parti » est la condition même de la dictature du prolétariat. Et (c'est ce qui va se décider à ce Congrès) on peut en déduire que la dictature de son Comité Central est à son tour la garantie du rôle dirigeant... On est apparemment à des années lumières du célèbre ouvrage de Lénine, « L'Etat et la Révolution ». En fait (c'est une discussion en tant que telle) ce n'est pas une certitude. Dans cet ouvrage il n'y a pas un mot sur les partis politiques, donc sur l'organisation de l'espace et des débats politiques proprement dits.

Quoi qu'il en soit une chose est certaine : à ce moment la boutade de Boukharine correspond très exactement à une réalité dûment théorisée.

## Un long chemin

Pourtant il a fallu un long chemin pour en arriver là, et cette idée du parti unique n'est absolument pas présente « dès l'origine ». C'est évident avant 17. Puisque le programme officiel de Lénine est « la dictature démocratique des ouvriers et des paysans », concrétisée par la bataille en vue de la convocation d'une Assemblée Constituante une fois le tsarisme abattu. Le seul débat étant de savoir si le parti social-démocrate devait postuler à la participation d'un gouvernement qui en serait issu (et alors à quelles conditions) ou si c'était exclu. Mais, par définition, cette Assemblée suppose le multipartisme.

Et la question est (à peu près) la même dans le cadre soviétique lui-même. La prise de pouvoir étant actée par l'insurrection d'Octobre, les bolcheviques, comme prévu, remettent formellement ce pouvoir nouvellement conquis aux Soviets, réunis pour leur 2<sup>e</sup> Congrès, au lendemain même de la prise du pouvoir. Ce Congrès comporte des élus de tous les partis soviétiques (et donc est pluripartidaire). Immédiatement une partie des délégués quitte la séance. Dans un discours célèbre, qui se termine par l'imprécation de Trotski sur « les poubelles de l'histoire », le futur chef de l'Armée Rouge fait porter la responsabilité sur les partants. Trotski propose une motion :

« Le 2<sup>e</sup> Congrès doit constater que le départ des mencheviks et des SR est une tentative criminelle et sans espoir de briser la représentativité de cette assemblée au moment où les masses s'efforcent de défendre la révolution contre les attaques de la contre-révolution ». Le débat se concentre alors sur la formation d'un gouvernement fidèle à la fois aux Soviets et à l'insurrection qui vient d'avoir lieu. Alors que les partants en tiennent pour une sorte de coalition entre l'ex gouvernement provisoire et le nouveau pouvoir, il s'agit de ne retenir que les partis qui acceptent « tout le pouvoir aux soviets ». Pour l'essentiel, finalement, ce ne sera le cas que des bolcheviques. Mais ce n'est pas un choix, sauf par défaut (bien qu'il semble que Lénine ait été réticent à un gouvernement de coalition même avec les partis acceptant la deuxième révolution). D'ailleurs les autres partis restés au Congrès sont hésitants eux-mêmes. Pour les SR de gauche, Kareline intervient en faveur d'une coalition avec ceux qui ont quitté le congrès. Mais il prend soin d'affirmer que « les bolchéviks ne sont pas responsables de leur sortie ». Il précise même : « Nous ne voulons pas marcher dans la voie d'un isolement des bolcheviks, car nous comprenons qu'au sort de ces derniers se rattache celui de toute la révolution : leur perte est celle de la révolution même. »

A part quelques alliés anarchistes, les bolcheviques sont donc seuls. Mais aucune théorisation de la

question : ce n'est que par refus des autres. D'ailleurs dès le 3<sup>e</sup> Congrès des Soviets la situation change. L'Assemblée Constituante, les 5-6 janvier 1918 est dissoute par le gouvernement bolchévique. Le 10 janvier 1918, le III<sup>e</sup> Congrès des Soviets (où les bolcheviques se sont fortement renforcés) donne une légitimité à l'action des bolchéviks, dont la décision de dissolution. Et les SR de gauche soutiennent l'essentiel des mesures, puis entrent au gouvernement. Ils y resteront jusqu'à la crise qui suivra Brest Litovsk où ils entrent pour beaucoup d'entre eux dans un conflit armé avec le nouveau gouvernement.

Le cheminement de la question qui nous intéresse est implacable. Avec la dissolution de la Constituante la possibilité d'existence réelle n'est plus assurée de partis non soviétiques (et plus précisément n'acceptant pas la révolution d'Octobre et son corolaire, tout le pouvoir aux soviets). Mais le multipartisme des autres n'est jamais remis en cause. Sauf que ce sont ces partis qui, à des moments différents, quittent les bolcheviques, puis, pour une partie d'entre eux, entrent en guerre. Sans que jamais il n'y ait une théorie explicite de la chose, on se retrouve de fait avec un seul parti assumant à la fois la révolution d'Octobre, le pouvoir aux soviets, les mesures prises par le nouveau pouvoir, puis, rapidement l'organisation de la guerre civile et du communisme de guerre.

Tant que cette situation n'est pas théorisée, on peut se dire que le retour en arrière est possible. D'abord en ce qui concerne les partis qui acceptent la légalité du nouveau pouvoir, puis les partis soviétiques quels qu'ils soient et enfin tous les partis, même bourgeois, pourvu qu'ils se moulent dans les règles du jeu. Ce qui on le sait, n'arrivera pas. Au contraire, le X<sup>e</sup> Congrès gravera dans le marbre quelque chose de complètement différent : le parti unique comme condition même de la dictature du prolétariat. Il y a une façon, juste et classique de rendre compte de cette mutation. Le fait que Lénine et les siens prolongent ce qui ne devait être qu'une succession de données de fait, d'exception, dont toutes les révolutions sont redevables ou alors elles acceptent d'emblée la défaite. Et tous les bolcheviques étaient justement formés à ceci du fait du bilan de la Commune de Paris et de son refus de prendre parfois les mesures exceptionnelles qui eussent été indispensables. Mais quand l'exception devient la règle, là est le problème. Certes cette ligne d'analyse est entièrement acceptable. Mais, malheureusement, elle laisse de côté ce qui rend au final possible une telle théorisation des mesures d'exception, au point que Lénine déclare au contraire que c'est « la situation normale ».

Si on cherche ainsi on constate que la question du multipartisme sur le principe est mise en cause dès le départ. Ainsi du décret sur la presse que Lénine fait voter dès le 2<sup>e</sup> Congrès. « ...le gouvernement ouvrier et paysan entend la libération de la presse du joug du capital, la transformation en propriété de l'Etat des papeteries et des imprimeries, l'attribution à chaque groupe de citoyens qui atteint un effectif donné (10000 par exemple) d'un droit égal à l'usage d'une part correspondante des stocks de papier et d'une main-d'œuvre correspondante pour l'impression ». Ainsi la première nationalisation réelle du nouveau pouvoir ne concerne pas les usines ou quoi que ce soit d'autre, mais la presse. Il est évident qu'avec de telles formules, ce sont déjà tous les partis non ouvriers qui sont privés de fait du droit d'expression (pour rappel, la Constituante ne sera dissoute que quelques mois plus tard). Là encore le jugement est compliqué puisque à côté de ces éléments de fond (la presse aux mains du gouvernement et de « groupes de citoyens ») il y a des arguments d'opportunité. De fait les journaux bourgeois sont envahis par la foule et les ouvriers qui les confectionnent les exproprient. Et puis Lénine répond ainsi le 7 novembre aux SR de gauche qui protestent contre l'interdiction de journaux bourgeois : « N'avait-on pas interdit les journaux tsaristes après le renversement du tsarisme ? ». Pas un principe donc, mais la conséquence d'une attitude. Mais même ainsi la question trouble et de nombreux bolchéviks protestent : Iouri Larine propose ainsi au comité exécutif central une motion réclamant l'abolition des mesures contre la liberté de la presse, motion qui n'est rejetée qu'à 2 voix près !

Donc la question travaille dès le départ, avec ce mélange de position de principe restreignant le multipartisme et des arguments d'opportunité. Mais elle doit s'élargir si on veut prendre la mesure du problème. La déclaration de Lénine sur le rôle dirigeant du Parti fait frémir quand on connaît la suite. Mais n'a-t-elle pas des aspects inévitables ? En général pour en discuter on travaille la question de la représentation ouvrière et du pouvoir réel qui est le sien. Mais si on s'en écarte on voit la question bien différemment. Le programme que Lénine et Trotski mettent en avant, c'est, comme on le sait « Le Pain, La Paix, La Terre ». Or, dès le départ, ils font bien d'autres choses en plus. Par exemple concernant toutes les questions qu'on appellerait de nos jours « sociétales ». Egalisation du droit pour les femmes (y compris le droit à l'avortement). En ce qui concerne l'éducation, installation de « L'école du travail », mixte, de 7 à 17 ans. Rompant avec les Eglises. Avec dès décembre 1917, la nationalisation de toutes les écoles religieuses. La suppression des signes religieux des établissements scolaires souleva plus de problèmes, pourtant, ce fut fait aussi en une seule année, courant 1918. Dans la France de la loi Laïque de 1905, il a fallu des décennies (et ce n'est pas entièrement terminé). Si l'homosexualité n'est pas explicitement dépénalisée, le gouvernement a recours au même artifice que la Révolution Française sur ce sujet, la dépénalisation de « la sodomie ». (France 6 octobre 1791 ; Russie dans le nouveau code de 1919). C'est l'honneur de cette Révolution d'avoir accompli de telles avancées. Mais elles ne dépendent en aucun cas du pouvoir soviétique « d'en bas ». Dans ce pays si archaïque, à si forte majorité paysanne, penser que ces mesures pouvaient être issues d'un véritable processus démocratique « d'en bas », c'est une plaisanterie. Non seulement la Révolution n'est pas faite sur ces mots d'ordre ; mais de fait le peuple en est dépossédé. Donc c'est le Parti qui en décide. Mais qui peut leur reprocher ? Question lancinante : dans quelle mesure n'est-ce pas là une question générale, pour toute révolution, donnant raison ne serait-ce qu'en toute petite partie au Lénine de 1921 ?

Devant de telles remarques il ne manque pas de camarades qui pensent que la conclusion à en tirer est simple. Le peuple (le prolétariat) doit être gagné à tout le programme, dans tous ses aspects, dans toutes ses conséquences, avant la révolution. Alors que toute l'expérience historique montre que c'est justement la Révolution qui radicalise la pensée et rend possible, peut-être, de telles conversions. Grave question n'est-ce pas ? Alors que d'évidence si on pousse la chose plus loin il va de soi qu'avec les déclarations, les décisions, les théorisations de 1921, tout est en place pour la victoire ensuite d'un Staline. Certes elle ne dépend pas que de ça. En particulier à cette époque on ne sait pas encore que la révolution allemande sera définitivement battue. Mais quand même. La possibilité d'éviter la bascule tient alors uniquement à la nature et à la qualité du personnel politique, en la conviction que Lénine n'est pas Staline. Important, mais tellement fragile. Pourtant c'est en définitive la pensée profonde de Lénine, suivant en cela la phrase de Mao : « perdre le pouvoir politique équivaut à tout perdre ». Et alors le moindre risque qu'il en soit ainsi est à exclure : ni convocation d'une nouvelle Constituante accompagnant la retraite économique de la NEP, ni ouverture d'espaces démocratiques plus larges. Au contraire : écrasement de Cronstadt, interdiction des fractions. Dans les couloirs du Congrès en 1921, Lénine résumait son état d'esprit ainsi : « Si nous périssons - déclara Lénine lors d'une conversation privée - le plus important est de sauvegarder notre ligne idéologique et de laisser des enseignements à ceux qui continueront notre œuvre. C'est ce qu'il ne faut jamais oublier, aussi désespérée que soit la situation ».

La voie est alors oh combien étroite. Il est impossible d'imaginer une révolution sans être prêts à franchir des lignes rouges non prévues. Il faudrait déjà qu'on sache que l'on est en train de les franchir, et qu'il y a prix à payer d'aller ainsi contre les principes démocratique. Puis qu'on soit prêts à faire le chemin inverse dès que l'exceptionnalité cesse, même au risque de perdre le pouvoir. Comme dirait Machiavel, il y faudrait beaucoup de vertu. Mais au moins peut-on (doit-on) s'éduquer maintenant à ces contradictions si on veut que cette leçon d'Octobre ne reste pas lettre morte...la prochaine fois.

**Samy Johsua**

---